

Impôt sur le revenu

donne pas l'exemple. Monsieur l'Orateur, voici un extrait d'un article paru dans le *Courier de Vancouver* le 15 septembre 1977, et qui exprime mieux que je ne saurais le faire ce qu'il en est:

Toutefois, le problème le plus grave actuellement, c'est le désaccord apparent sur les questions économiques qui coûte très cher aux contribuables canadiens. Il est devenu évident que Turner (un libéral de la vieille école) ne voulait pas d'un programme de contrôles et a démissionné lorsque Trudeau (un libéral socialiste) a insisté pour en instituer un. Macdonald...

Il s'agit d'un ex-ministre des Finances.

... s'est laissé persuader d'essayer le programme de contrôles, et après presque deux ans, il a annoncé l'institution d'un programme de décontrôle.

Ce qui est arrivé, c'est que l'ancien ministre des Finances a quitté son poste. L'article poursuit ainsi:

Le parti libéral s'est trouvé divisé à propos de l'adoption des contrôles et maintenant il l'est sur la levée de ces mêmes contrôles. Pourquoi Turner a-t-il donné sa démission et... a-t-il demandé qu'on lève les contrôles, alors qu'il était évident que son parti voulait les maintenir? Pourquoi Macdonald a-t-il donné sa démission après avoir promis un programme de décontrôle?

L'article poursuit en établissant les différences entre le programme de contrôle proposé par notre parti et celui qu'a imposé le gouvernement. Il a fait remarquer que le chef de l'opposition d'alors, se rendant compte des effets désastreux de l'inflation, avait proposé un gel des prix et des salaires provisoire de trois mois appliqué même aux marchandises importées, afin de mettre un terme à la surenchère inflationniste. Cela aurait donné au gouvernement le temps de changer ses habitudes de dépense. L'article poursuit ainsi:

Stanfield savait que les contrôles n'arrêteraient pas l'inflation (regardez ce qui est arrivé ces deux dernières années!).

En fait, bien que beaucoup approuvent cette réglementation, les prix augmentent aujourd'hui plus vite que les salaires, tout comme en 1974.

Je pense que je ne peux pas faire mieux que de lire encore quelques extraits de cet excellent article, monsieur l'Orateur. Il continue en ces termes:

Les politiques du gouvernement ont sapé la confiance de l'investisseur privé au Canada.

Nous vous avons répété que personne n'investit lorsque la confiance n'y est pas. Il poursuit:

Il y a peu de nouveaux investissements donc peu de nouveaux emplois, un chômage qui ne cesse de monter, le dollar qui tombe et les dépenses exagérées du gouvernement qui se poursuivent. (On prévoit que le déficit pour cette année sera de...)

Il est en ce moment de 16.5 milliards de dollars, ce qui représente une dépense excédentaire d'environ \$650 par contribuable canadien. Mais j'en reviens à cet article:

Après bientôt dix ans de gouvernement Trudeau, le pays n'a jamais eu de perspectives économiques aussi mauvaises ni un chômage aussi élevé, et l'on ne se souvient pas qu'il y ait eu autant de discorde. Peut-on considérer comme le sauveur du pays celui qui a déjà prétendu qu'il allait juguler l'inflation et que le séparatisme était mort au Québec? Jacques Parizeau lui-même, du PQ, dit que Trudeau est la cause du séparatisme.

Et maintenant il pose en sauveur. Et au sujet du chef de l'opposition et des autres membres de son parti, je m'en réfère encore une fois à l'auteur de cet article, qui dit:

... Joe Clark ne cesse pas d'inviter le gouvernement à faire ce qu'il faut pour relancer l'économie, essayant de lui ouvrir les yeux sur la nécessité de réduire ses dépenses, de moins intervenir dans le secteur privé, de ralentir l'accroissement de la masse monétaire. Clark sait que l'inflation vient d'Ottawa et peut être maîtrisée qu'à Ottawa.

Dans ce bill fiscal pas plus que dans la déclaration de caractère économique il n'y a rien de nature à guérir ces maux. Je ne sais pas quel rôle le gouvernement attribue à l'opposition officielle, en tout cas il ne l'écoute pas. J'en reviens à l'article:

La politique progressiste conservatrice consiste à faire stimuler l'économie par l'État au moyen d'incitations aux entreprises, et spécialement aux petites entreprises.

[M. Clarke.]

Monsieur l'Orateur, le gouvernement nous parle des réductions apportées à l'impôt sur le revenu des particuliers. Le ministre des Finances se vante d'avoir donné à l'opposition ce qu'elle réclame, une réduction fiscale de \$100 au contribuable moyen. Et tout cela représente 600 millions, alors que le Conseil économique du Canada réclame 3 milliards pour l'économie.

M. Chrétien: Vous venez de dire que le déficit est trop élevé. Savez-vous ce que vous voulez?

M. Clarke: Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances nous montre encore une fois qu'il est incapable d'accepter la réalité économique, tout comme le premier ministre est incapable d'accepter la réalité du séparatisme. Si le gouvernement stimule l'économie en y injectant 3 milliards de dollars, il récupérera le double de sa mise et le budget s'équilibrera de lui-même. Mais le gouvernement ne veut pas prendre ce risque. Si nous stimulons l'économie, nous créerons de nouveaux emplois et redonnerons confiance au monde des affaires. Les emplois iront aux chômeurs qui ne vivront plus aux crochets de la caisse d'assurance-chômage. J'espère que le ministre des Finances écoute, car il ne semble pas avoir compris que les prestataires de l'assurance-chômage deviendront alors des contribuables. C'est ainsi qu'il réussira à équilibrer le budget. D'une part, il n'aura plus à verser d'énormes montants en prestations d'assurance-chômage et d'autre part, les nouveaux travailleurs contribueront aux recettes.

Je conseille au ministre de voir ce qui s'est passé aux États-Unis où l'on a pris il y a 13 ans une mesure sans précédent en accordant environ 11 milliards de dollars en dégrèvements d'impôt aux particuliers afin de relancer l'économie. A la fin de l'année fiscale, ce pays a constaté que son budget était parfaitement équilibré. Il a récupéré ses 11 milliards de dollars en impôts supplémentaires, dus aux revenus plus élevés ou provenant des nouveaux contribuables. Je ne sais pas quel rôle joue le ministre au Conseil économique du Canada, mais je pense qu'il se doit et qu'il doit aux contribuables canadiens de consulter la brochure de cet organisme et de voir quelles sont ses recommandations.

Au contraire, le gouvernement semble s'attaquer au problème en accordant des petites subventions: 100 millions de dollars par ci ou 150 millions par là. Et, bien sûr, on choisit ses bénéficiaires: on ne voudrait pas que quelqu'un qui n'appuie pas le parti libéral profite de ces petites subventions.

Une voix: Et l'Alberta?

M. Clarke: Je ne peux rien dire à ce sujet, mais par contre, je peux parler au député d'en face du cas de la Colombie-Britannique.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Tout député qui désire intervenir doit se lever pour que la présidence lui donne la parole.

M. Clarke: Monsieur l'Orateur, il est évident que le député qui ne s'est pas donné la peine de se lever pour parler ne connaît vraiment qu'une partie de l'est du pays. Je pourrais lui parler des 23 circonscriptions de la Colombie-Britannique qui ont obtenu le montant minimal de cent mille dollars dans le cadre du dernier programme Canada au travail. J'aurais aimé que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration soit ici car il aurait peut-être pu expliquer pourquoi ces neuf circonscriptions—dont huit sont représentées par des membres de l'oppo-